

BILAN À 2 ANS

2017 • 2019

Missions pour le quinquennat

La sortie progressive de la dépendance aux énergies fossiles, et notamment au pétrole, dans la production d'énergie, les transports et le bâtiment

Le rééquilibrage du mix énergétique et le soutien au développement des énergies renouvelables

L'accompagnement des Français dans la transition écologique à travers des dispositifs d'aide inédits pour les aider à s'en saisir

La mise en œuvre de la transition écologique de notre modèle agricole à travers le développement de l'agriculture biologique et la réduction de l'utilisation des pesticides

La réduction des déchets, notamment plastiques à travers le développement du recyclage et de l'économie circulaire, et le renforcement de la lutte contre le gaspillage

Les actions en quelques mots

Le leadership en Europe et dans le monde

La mobilisation générale pour l'écologie

La fin de la dépendance au tout-pétrole

L'écologie du quotidien (voitures, chaudières, déchets etc)

L'accompagnement des Français dans la transition écologique

La transition agro-écologique

CLIMAT

L'interdiction de tout nouveau permis d'exploration pétrolier la France est le tout premier pays du monde à avoir pris une telle décision – et de tout projet d'exploitation des gaz de schiste

La mise en œuvre de la fin progressive de la production d'électricité à partir du charbon à travers la mise à l'arrêt d'ici 2022 des dernières centrales à charbon restantes en France métropolitaine

L'inscription dans la loi de l'atteinte de la « neutralité carbone » en 2050 : zéro émission nette de gaz à effet de serre (la France est l'un des premiers pays d'Europe à le faire)

Jusqu'à 11 000 € d'aides à l'acquisition de véhicules propres : jusqu'à 6 000€ au titre du bonus écologique (achat de véhicules électriques) et jusqu'à 5 000€ au titre de la prime à la conversion (300 000 ménages concernés en 2018, prime doublée en 2019 pour les ménages modestes et les gros rouleurs)

« Chaudières à 1€ » pour les Français les plus modestes qui remplacent leur vieille chaudière au fioul ou au gaz peu performante par des chaudières fonctionnant aux énergies renouvelables ou à gaz très performantes

Mise en place d'un « forfait mobilité durable » (voté dans la loi Mobilités) pouvant aller jusqu'à 400€ par an pour soutenir les Français qui adoptent le covoiturage ou le vélo pour se rendre au travail

-3,5%

de baisse des émissions de gaz à effet de serre du secteur de l'énergie en France en 2018

Jusqu'à 11 000 €

montant cumulé des aides à l'acquisition de véhicules propres (prime à la conversion et bonus écologique)

300 000

nombre de bénéficiaires de la prime à la conversion en 2018

Jusqu'à 277 €

montant maximal du chèque énergie, perçu par 5,8 millions de Français en 2019

Environ 4 millions de voitures

équivalent en émissions de CO2 émises des 4 centrales à charbon encore en service en France métropolitaine, qui seront mises à l'arrêt d'ici 2022

5 milliards d'€

montant investi chaque année par l'Etat dans le soutien au développement des énergies renouvelables, qui augmentera de 3Mds d'€ par an d'ici 2028, avec l'entrée en vigueur de la PPE

Les mesures concrètes

+12%

augmentation de la consommation de plastiques recyclés en France en 2018 à la suite des engagements volontaires des entreprises d'utiliser 1 million de tonnes de plastiques recyclés d'ici 2025 (contre environ 300 000 tonnes aujourd'hui)

BIODIVERSITÉ

Mise en œuvre de la sortie du glyphosate en 3 ans dans tous les usages pour lesquels des alternatives existent

Mise en œuvre de l'interdiction de la vente de pesticides chimiques aux particuliers à partir du 1er janvier 2019

Objectif de 50% de produits locaux ou sous signes d'origine et de qualité, dont 20% de produits bios, dans la restauration collective publique à partir du 1er janvier 2022

Abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes

Réintroduction de deux ours dans les Pyrénées, mettant ainsi en œuvre l'une des dispositions du Plan biodiversité lancé en juin 2018

Lancement d'un groupe de travail sur le bien-être animal avec l'objectif de prendre une série de mesures à l'été 2019

Signature d'un pacte sur les emballages plastiques pour réduire leur utilisation et leur impact avec 13 grandes entreprises telles que Carrefour, L'Oréal ou encore Unilever, ainsi qu'avec 3 ONG (WWF, Tara Expeditions, Ellen MacArthur)

Vote de l'interdiction de certains plastiques à usage unique : pailles, gobelets, couverts

À retenir sur les 12 derniers mois

Aides inédites pour accompagner les Français dans la transition écologique, à travers le remplacement de leur voiture (prime à la conversion des voitures – qui a dépassé ses objectifs en 2018 et a été élargie en 2019 – et bonus pour des véhicules électriques), de leurs chaudières (chaudières à 1€ avec la prime à la conversion des chaudières) et les travaux de rénovation énergétique (CITE maintenu et élargi aux fenêtres en 2019, aides de l'Anah et éco-prêts à taux zéro)

La sortie progressive de la dépendance aux énergies fossiles : interdiction de tout nouveau permis d'exploration pétrolière, programmation de l'arrêt des 4 centrales à charbon, création du Haut Conseil pour le Climat, augmentation du fonds chaleur à 350 M€/an etc

La mise en œuvre de la transition écologique de notre modèle agricole : sortie du glyphosate en 3 ans, interdiction de la vente de pesticides chimiques aux particuliers, objectifs de 15% de la surface agricole en bio et de 50% de produits locaux ou sous signes d'origines et de qualité dans la restauration publique collective d'ici 2022, 71M d'€ d'investissements par an dans la recherche d'alternatives au glyphosate

Une feuille de route pour l'économie circulaire et la réduction des déchets : signature d'un pacte plastique avec les industriels et ONGs, interdiction de certains plastiques à usage unique etc

La mobilisation de la France dans les instances internationales et notamment européennes pour rehausser l'ambition climatique internationale : refus de signer un accord commercial avec un pays non-signataire de l'Accord de Paris, baisse de 37,5% des émissions de CO2 des voitures en Europe d'ici 2030, One Planet Summit, G7 Environnement, mission finance-climat du PR etc

L'impact du grand débat sur notre action

Le grand débat a révélé des attentes particulièrement fortes des Français en matière de transition écologique, et en même temps fait émerger la nécessité de passer du « consensus sur le constat au compromis sur les solutions » : si beaucoup de Français souhaitent accélérer la transition écologique, les mesures concrètes pour la mettre en œuvre demeurent conflictuelles

Il a également révélé un sentiment d'injustice face à la transition écologique :

▮ **La répartition de la fiscalité écologique est jugée pour certains inéquitable** : elle pèse trop sur les ménages et insuffisamment sur les « gros pollueurs » (ex : secteurs de l'aviation ou du transport maritime)

▮ **Ses recettes ne serviraient pas la mise en œuvre de la transition écologique**

Alors que ce n'était pas un point d'entrée du grand débat, **les thèmes liés aux déchets apparaissent dans 50% des contributions liées à la transition écologique**. Ce chiffre révèle qu'une gestion plus vertueuse des déchets participe à renforcer l'écologie du quotidien pour nos concitoyens. Ce chiffre révèle également l'ampleur des attentes de nos concitoyens en faveur de modes de production et de consommation plus responsables et la volonté de lutter contre toutes les formes de gaspillages

Les priorités pour 2019

Poursuivre le chantier de décarbonation de notre production énergie à travers le projet de loi Energie-Climat, l'adoption de la programmation pluriannuelle de l'énergie et la fermeture des centrales à charbon

Mettre en œuvre une réforme de notre production de déchets, de leur recyclage et de lutte contre le gaspillage à travers le projet de loi déchets et économie circulaire

Lancer une mobilisation nationale, et générale, pour la transition écologique

Mettre en place une « convention citoyenne » pour la transition écologique chargée d'examiner les dispositifs existants et le cas échéant d'en proposer de nouveaux

Installer un conseil de défense écologique, sur le même modèle que le conseil de défense et de sécurité nationale



ecologique-solidaire.gouv.fr